

## **Un développement socioéconomique avec et pour les gens - Un nouveau modèle écosocial de civilisation s'impose**

### **La riche tradition de lutte pour l'accès de chacun à une bonne vie permet de nourrir l'espoir**

**Andreas Novy**, 26 mars 2011

L'idée d'une bonne vie est une préoccupation ancienne, qui a déjà inspiré la délibération philosophique dans la Cité de la Grèce antique. La vie bonne y favorisait à la fois prospérité, épanouissement et bonheur, mais, conçue par les propriétaires, elle allait de pair avec l'exploitation des esclaves et l'assujettissement des femmes et des étrangers. La bonne vie était alors l'apanage du petit nombre. Il a fallu attendre le Siècle des lumières et la Révolution française pour élargir cette conception, mais seulement en théorie.

En pratique, au XIXe siècle, on souscrivait à l'idée de liberté, mais surtout à la liberté des possédants, des bourgeois prospères qui ont obtenu des droits civils pour se protéger de l'arbitraire de l'État. Colonialistes et impérialistes pratiquaient l'exploitation et la domination, pendant que la société de consommation demeurait l'apanage d'une minorité.

Les choses changent après la Grande Dépression des années 30 et la Deuxième Guerre mondiale. Le nombre de consommateurs augmente, les travailleurs salariés joignant de plus en plus leurs rangs. L'âge d'or du capitalisme, le capitalisme social de l'après-guerre, incarne ainsi de façon particulière la bonne vie qu'un État peut assurer à ses citoyens, idée bien rendue par la célèbre expression suédoise «la maison du peu-ple», qui désignait à la fois le plein-emploi et la sécurité sociale universelle.

La social-démocratie devenait la clé de la paix sociale, de la cohésion et de la prospérité individuelle. Une grande part des travailleurs marginalisés sont devenus ainsi des citoyens et des consommateurs. Le rêve d'une bonne vie pour chacun (ou presque) était quasi réalisé.

Le néolibéralisme est venu saper ce rêve. Il représente un projet de concentration du pouvoir dans les mains d'une poignée et d'augmentation du bien-être des mieux nantis. L'inégalité est un fait saillant d'une politique économique qui vise à augmenter la compétitivité. Le néolibéralisme a réduit le pouvoir des États-nations au profit de celui des organisations privées et du secteur financier, et l'affaiblissement de l'État social a entraîné celui de la classe moyenne.

Pour ce qui est de l'accès de chacun à la bonne vie, le monde est maintenant devant un paradoxe: pendant que le Nord compromet l'existence de sa classe moyenne, cette dernière se développe dans le Sud. Pendant que la pauvreté diminue par exemple au Brésil, l'inégalité et l'insécurité augmentent dans le Nord, où de larges parties de la population sombrent dans la pauvreté.

Nous avons appris au cours du XXe siècle qu'un territoire, un État-nation est une contrainte autant qu'un préalable au développement social démocratique. Le capitalisme social a créé une classe moyenne dont les membres partagent une culture, un mode de vie et de travail. Le défi du XXIe siècle est d'en conserver les acquis, tout en limitant l'effet économique des impératifs de l'accumulation capitaliste, l'effet culturel de la société de consommation et l'effet pervers du développement socio-économique sur l'équilibre écologique.

## Participation citoyenne

Par conséquent, je plaide pour un ordre géopolitique et géoéconomique multipolaire, ancré dans les territoires dont les habitants créent eux-mêmes des moyens de combiner liberté, égalité et solidarité qui soient adaptés à leur contexte propre. Ces territoires doivent avoir une certaine autonomie dans leur gouvernance, tout en conservant l'ouverture propre à éviter la discrimination et à respecter les droits humains fondamentaux. La plupart des innovations sociales mises en oeuvre à travers des milliers d'initiatives sont ancrées dans un territoire, ce que les contraintes écologiques ne font que renforcer.

La démocratie participative dans les arrondissements ou la participation citoyenne à la planification et au budget de développement régional sont des versions locales de la participation citoyenne au pouvoir. L'économie solidaire, les marchés régionaux prospères, de même que les nouvelles formes d'organisation dans les services publics sont de nouveaux moyens d'organiser le développement socioéconomique avec et pour les gens.

Il importe que les citoyens des territoires visés s'engagent dans l'organisation de ces pratiques, qu'elles soient locales ou régionales, mais que les États-nations ou des instances continentales les encadrent à un niveau plus large.

Sans nier les risques liés aux changements climatiques, il y a un avenir pour le capitalisme social et la société de consommation aussi dans les pays du Sud. Mais il y a plus d'une raison de s'inquiéter de l'avenir du Nord. L'intégration européenne, par exemple, semble n'avoir pour seul but que celui de restaurer la compétitivité, les pays voisins de l'Union européenne sont économiquement fragiles, le mode de gouvernance de l'Union est plus ou moins démocratique et l'Union décline rapidement au plan géopolitique et géoéconomique. Elle n'est pas pour autant condamnée à la dégénérescence.

La riche tradition de lutte pour l'accès de chacun à une bonne vie, lutte souvent menée en situation de crise, permet de nourrir l'espoir. L'Europe doit mettre de l'avant au XXI<sup>e</sup> siècle une politique démocratique qui permette à chacun de mener une bonne vie sur cette planète, sans la menacer ni outrepasser ses limites. Cela signifie entre autres qu'une citoyenneté sociale est un préalable de la cohésion sociale dans ses villes et ses régions.

Par là, je n'entends pas implanter la bonne vie pour tous au moyen d'un système uniforme de droits, mais plutôt par un système souple de règles variables selon les particularités locales, intégrées dans un cadre réglementaire établi démocratiquement et tenant compte des principes d'une économie mixte et régionalisée, au sein d'une structure de gouvernance qui promeuve des valeurs communes et le respect mutuel.

De toute évidence, généraliser au plus grand nombre la mobilité sociale, l'accès aux soins et à l'emploi requiert des innovations sociales. C'est de l'ordre de l'utopie, mais d'une utopie humaniste inspirée d'Ernst Bloch, qui termine sa grande oeuvre, *Le principe espérance*, par un plaidoyer en faveur d'utopies concrètes qui, loin de prendre place dans un avenir lointain, demandent un radical retour spatio-temporel... Comme l'écrivait déjà Ernst Bloch en 1959 dans *Das Prinzip Hoffnung*: «[...] en revenant éclairer le monde d'une lumière qui brille pour les enfants mais disparaît par la suite... celle du chez soi.»

\*\*\*

**Andreas Novy** est professeur à la Vienna University of Economics and Business Administration.

Le texte est traduit de l'anglais par Marie-Josée Legault.